



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 20 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 février 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Ferme Éolienne de Nueil-sous-Faye

1 rue de la Soufflerie
31000 Toulouse

Références : 2026 229 Ubd16-86 ENV86

Code AIOT : 0007210731

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 février 2026 du parc éolien exploité par la société Ferme Éolienne de Nueil-sous-Faye implanté Bois Boureau 86200 Nueil-sous-Faye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferme Éolienne de Nueil-sous-Faye
- Bois Boureau 86200 Nueil-sous-Faye
- Code AIOT : 0007210731
- Régime : Autorisation

La SNC Ferme Éolienne de Nueil-sous-Faye a déposé, le 24 décembre 2013, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien d'une puissance totale installée de 10,12 MW, composé d'un poste de livraison et de quatre aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 2,53 MW, d'une hauteur du moyeu de 98,3 mètres et d'une hauteur totale en bout de pale de 158,3 m. Le parc éolien relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980-1 de la nomenclature des

installations classées pour la protection de l'environnement et a fait l'objet de l'arrêté n° 2018-DCPPAT/BE-071 en date du 25 avril 2018. Le 12 juin 2018, la société Ferme Éolienne de Nueil-sous-Faye a porté à la connaissance de l'administration un changement de puissance unitaire, portée à 2,78 MW, et de puissance totale, portée à 11,12 MW ; celui-ci en a pris acte le 26 juillet 2018. Par courrier du 12 juillet 2024, l'exploitant a informé l'administration de la mise en service du parc le 3 juin 2024. Le jour de notre visite, l'éolienne n° 1 (pied - niveau d'accès) et le poste de livraison ont été visités sur le terrain, ainsi que les accès des autres éoliennes.

Contexte de l'inspection :

- Visite de récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Risque foudre	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Bruit	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Contrôles des pâles	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18-II	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
18	Mesures en faveur du paysage / patrimoine	Arrêté préfectoral du 25 avril 2018, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Intervention des services d'incendie et de secours	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
2	Garantie du maintien de l'intégrité technique	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 8
4	Installations électriques	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10
5	Balises lumineuses	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11
6	Suivi environnemental	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 12
7	Accès des installations	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 13
8	Identification	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14
9	Formation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15
10	Propreté	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 16
11	Essais avant mise en service	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17
12	Contrôle des brides	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18-I
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24
16	Montant des garanties financières	Arrêté préfectoral du 25 avril 2018, article 3
17	Mesure de compensation avifaunistique	Arrêté préfectoral du 25 avril 2018, article 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Vis-à-vis du risque foudre, le certificat de conformité à la norme IEC 61400-24 et le rapport de suivi

lors du contrôle des pâles prévu être réalisé courant 2026 devront nous être transmis. Les mesures acoustiques devront être analysées et présentées selon la norme NF S 31-114 (parties 6 à 11) et selon le protocole ministériel, afin de permettre une comparaison. Concernant les plantations, des compléments sont attendus (supports de communication, justification des refus, conventions signées). Enfin, pour répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral relatives aux mesures en faveur du paysage et du patrimoine, deux études restent à fournir : l'une sur des plantations d'arbres à Richelieu pour limiter les covisibilités avec le parc du Château, l'autre sur les mesures de réduction des visibilités depuis le parc, dans le respect de son objectif paysager historique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intervention des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
Thème : Intervention des services d'incendie et de secours
Prescription contrôlée : « Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. »
Constats : Lors de notre visite, l'entretien des voies d'accès n'amène pas de remarque de notre part.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garantie du maintien de l'intégrité technique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 8
Thème : Garantie du maintien de l'intégrité technique
Prescription contrôlée : « L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181- du code de l'environnement, ou toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant leur mise en service industrielle. En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation est conforme aux dispositions de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation. »
Constats : Le certificat n° 44 220 16117724-TC-IEC-a, Rev. 12, délivré par l'organisme TÜV NORD et dont la date de validité est fixée au 28 octobre 2026, attestant de la conformité des aérogénérateurs NORDEX N117 (type N117/3000 Controlled) à la norme NF EN 61400-1 (IEC 61400-1), a été transmis à l'inspection des installations classées. Le rapport final de l'organisme de contrôle Apave, en date du 16 janvier 2024, attestant de la conformité aux dispositions de l'article R. 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, a également été transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 9
Thème : Mise à la terre

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme IEC 61 400-4, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent [...] atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport NORDEX n° K08801_041847_EN, révision 1, en date du 21 janvier 2014, attestant de la conformité à la norme IEC 61400-4, a été transmis à l'inspection. Ce rapport couvre l'ensemble des turbines NORDEX de la série K08. Il s'agit d'un rapport constructeur et non d'un rapport établi par un organisme compétent attestant de la conformité à la norme IEC 61400-24 et non d'un certificat de conformité des turbines N117 à la norme IEC 61400-24. Le rapport de vérification des installations électriques, établi par l'organisme Apave en date du 15 mai 2024, atteste de la conformité de la mise à la terre de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous transmettre le rapport d'un organisme compétent attestant de la conformité des aérogénérateurs à la norme précitée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10</p>
<p>Thème : Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation est conçue pour prévenir les risques électriques.</p> <p>Pour satisfaire au 1er alinéa :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - pour les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur, le respect des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle. [...] »
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées les documents ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le certificat de conformité « EU Original Declaration of Conformity » à la directive Machines 2006/42/CE, en date du 3 juin 2024 ; • le certificat Consuel du poste HTA demandé par ELEC-ENR en date du 7 décembre 2023, ainsi que le rapport de vérification de l'installation Haute Tension (DRE 151) réalisé par Apave en date du 6 décembre 2023 ; • Le certificat Consuel en date du 21 mai 2024, relatif à la partie réseaux HT inter-éolien et demandé par la société INEO, ainsi que le rapport de vérification des installations hautes tensions (DRE 152 A) en date du 15 mars 2024 ; • Le rapport de vérification des installations électriques, réalisé par Apave en date du 15 mai 2024.

Les documents transmis permettent de répondre aux exigences mentionnées à l'article 10 précité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Balisage lumineux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11
Thème : Balisage
Prescription contrôlée : <i>« Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile. »</i>
Constats : <p>Le jour de la visite d'inspection, le balisage diurne était fonctionnel. L'exploitant a fourni les certificats de conformité de la DGAC relatifs aux modèles de balisage intermédiaire et de balisage en toiture de nacelle installés sur les aérogénérateurs (certificats STAC datés du 4 janvier 2017 et du 29 juin 2018). Le bon fonctionnement du balisage a été vérifié conformément au rapport de commissioning, lors de la mise en service. Un contact local sur site contrôle mensuellement le bon fonctionnement du balisage, et ce point fait également l'objet d'une vérification par l'exploitant lors de l'inspection annuelle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 12
Thème : Suivi environnemental
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.[...] »</i>
Constats : <p>Le bureau d'études Calidris a transmis en juin 2025 les résultats du suivi de mortalité et d'activité en hauteur des chiroptères, réalisé sur la période d'avril 2024 à avril 2025.</p> <p>Le suivi de mortalité a permis de recenser 7 chiroptères, correspondant à une mortalité estimée entre 13 et 20 individus pour l'ensemble du parc. Cette mortalité, jugée trop élevée, justifie un renforcement du bridage. La mortalité avifaunistique, à ce stade, ne semble pas remettre en cause le cycle biologique des espèces identifiées.</p> <p>Les écoutes en altitude montrent une activité chiroptérologique maximale d'août à octobre, principalement dans les deux heures suivant le coucher du soleil. Plus de 90 % de l'activité est enregistrée pour des températures comprises entre 12 et 23 °C et des vitesses de vent inférieures ou égales à 8 m/s.</p> <p>Un bridage renforcé a donc été mis en place, de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil, en l'absence de précipitations, pour des vitesses de vent comprises entre 6,1 et 7,9 m/s et des températures supérieures à 10 ou 15 °C selon les périodes. Le rapport justifiant cette nouvelle configuration, daté du 21 juillet 2025, nous a été transmis.</p>

Le suivi de l'activité ornithologique de l'année 2024 a également été réalisé par le bureau d'études Calidris et transmis à l'issue de la campagne. À l'issue de ce suivi sur le site de Nueil-sous-Faye, aucun individu d'Outarde canepetière n'a été détecté. Le suivi conclut que l'espèce n'est pas présente et ne niche pas dans la zone d'étude.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accès des installations

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 13

Thème : Accès des installations

Prescription contrôlée :

« [...] Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. »

Constats :

Les accès à l'intérieur de l'aérogénérateur E1, du poste de transformation, de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Identification

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14

Thème : Identification

Prescription contrôlée :

« Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que l'aérogénérateur était identifié. Des pictogrammes et inscriptions de sécurité sont également présents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15

Thème : Formation

Prescription contrôlée :

« Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

<p><i>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. »</i></p>
<p>Constats : Le registre des formations du personnel intervenant, le suivi des habilitations du personnel ainsi que le registre des exercices de mise en situation d'urgence pour le personnel d'ABO Energy ont été transmis. Pour le personnel NORDEX, les attestations de formation à la sécurité éolienne, les avis d'aptitude délivrés par l'ASSTV ainsi que les titres d'habilitation électrique ont également été transmis. Un exercice de simulation du déclenchement d'un détecteur de fumée a été réalisé courant juillet 2024. Le registre consignait les exercices a été présenté lors de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 16</p>
<p>Thème : Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée : <i>« L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. »</i></p>
<p>Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur E1, au niveau d'accès, est maintenu propre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Essais avant mise en service

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17</p>
<p>Thème : Essais avant mise en service</p>
<p>Prescription contrôlée : <i>« Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité.</i> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</p> <p><i>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. [...] »</i></p>
<p>Constats : Les rapports de mise en service ainsi que les rapports de maintenance initiale et périodique, établis par la société NORDEX, ont été transmis pour les quatre éoliennes. Les tests d'arrêts, d'arrêts d'urgence et de survitesse n'ont mis en évidence aucune anomalie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Contrôle des brides

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18-I.
Thème : Contrôle des brides
Prescription contrôlée : <i>« Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. »</i>
Constats : Le protocole de contrôle des brides et des fixations du 22 janvier 2021 a été transmis à l'Inspection des installations classées. Les rapports de maintenance annuelle du mois de septembre pour chaque éolienne ont également été transmis à l'Inspection. Conformément au protocole, le contrôle des brides de fixation, des brides de mât et des fixations des pâles, ainsi que le contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur, ont été réalisés et n'ont pas fait l'objet de remarques particulières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôles des pâles

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18-II.
Thème : Contrôles des pâles
Prescription contrôlée : <i>« Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. »</i>
Constats : Les rapports d'inspection des pales, datés du 26 mai 2025, ont mis en évidence plusieurs défauts classés en catégorie 3. Selon la nomenclature, cette classification indique que l'intégrité ou le bon fonctionnement des composants pourrait être affecté en conditions normales d'exploitation si aucune intervention corrective n'est réalisée. Les pales ont été soumises à un contrôle visuel par le turbinier Nordex dans le cadre de la maintenance annuelle, conformément au rapport du 22 septembre 2025. Les observations concernent principalement : <ul style="list-style-type: none">• La fixation des peignes de serration ;• La dégradation du revêtement en bout de pale ;• L'état des générateurs de vortex. Une analyse technique approfondie, réalisée par les experts d'ABO Energy et transmise par mail le 13 février 2026, précise les points suivants : <ul style="list-style-type: none">• Les défauts observés sur le revêtement en bout de pale sont superficiels et esthétiques, sans impact structurel ;• Concernant les serrations, l'usure constatée se limite au joint d'étanchéité (Sikaflex), sans compromettre la tenue mécanique des peignes ni leur efficacité acoustique ;• Les déformations localisées affectant moins de 10 % des générateurs de vortex ont un impact aérodynamique négligeable sur la production. L'analyse conclue qu'aucun défaut structurel ou critique n'a été identifié. L'état général des pales

est cohérent avec la durée d'exploitation actuelle des machines.
<p>Le turbinier Nordex confirme cette analyse et précise que les éléments de catégorie 3 font désormais l'objet d'un suivi annuel, sans incidence sur l'intégrité opérationnelle.</p> <p>Le suivi pour l'année 2026 est planifié comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle visuel par ABO Energy le 18 avril 2026, • Campagne d'inspection détaillée sur corde en mai 2026, dans le cadre de la fin de garantie constructeur. <p>Cette inspection permettra d'établir une liste précise de réserves, qui devra ensuite être levée par les services de Nordex.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous transmettre le rapport de suivi pré-cité lors de l'inspection prévue courant 2026</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24
Thème : Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification des moyens de secours (comprenant les extincteurs), établi par l'entreprise Socotec, a été transmis à l'Inspection en date du 10 avril 2025. À noter la présence d'une observation relative à la localisation suivante : EXTINCTEUR (POSTE DE LIVRAISON / LOCAL SCADA / 0045297 / SCADA) : « L'extincteur du local SCADA est arrivé à péremption (durée de vie de 10 ans - date 04/12). Il doit être remplacé. » Le jour de notre visite, il a été constaté le remplacement de l'extincteur en question. Concernant la formation à l'utilisation des extincteurs, le personnel de Nordex et d'ABOWIND, dans le cadre de sa formation GWO, bénéficie d'un module dédié aux extincteurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 26
Thème : Contrôle acoustique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures
Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. [...] »

Constats :

Une première étude acoustique, réalisée du 19 novembre au 18 décembre 2024, a mis en évidence des dépassements des seuils réglementaires pour le secteur de vent Nord-Est [345°-105°], en période diurne (à 5 et 6 m/s) et nocturne (à 5 m/s). Ces dépassements concernaient les zones riveraines R4 « Nueil-sous-Faye », R6 « Bel Air » et R7 « Les Cesses » selon le rapport en date du 06 février 2025.

Un plan de bridage spécifique a alors été défini pour ces configurations, tout en confirmant le respect des seuils réglementaires, des tonalités marquées et des niveaux admissibles pour les autres secteurs de vent. Une nouvelle campagne de mesures, réalisée en octobre 2025 après mise en œuvre du bridage Nord-Est, a fait l'objet d'un rapport daté du 3 novembre 2025. Les conditions de vent concernées ont été observées entre le 13 et le 18 octobre 2025 aux points R4, R6 et R7. Les résultats montrent que le nouveau bridage Nord-Est permet désormais le respect des seuils réglementaires diurnes et nocturnes, pour les vitesses de vent mesurées, sur l'ensemble des zones riveraines concernées.

Les études acoustiques ont été réalisées conformément au protocole ministériel de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres dans sa version juin 2023.

Par décision n° 465036 du Conseil d'État du 8 mars 2024, l'obligation de conformité au protocole ministériel pour la vérification de la conformité acoustique, prévue à l'article 28 de l'arrêté du 26 août 2011, a été annulée. Cette décision maintient l'obligation de conformité acoustique après mise en service des parcs éoliens et rétablit l'application de la norme NF S 31-114 (juillet 2011) pour la vérification réglementaire.

Il convient de noter que le protocole garantit une meilleure qualité de mise en œuvre et de restitution des mesures acoustiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les mesures fournies par l'exploitant, bien que réalisées selon le protocole ministériel, devront faire l'objet d'une analyse et d'une restitution des résultats selon deux formats : conformément à la norme NF S 31-114 (parties 6 à 11) et conformément au protocole ministériel. Cette double présentation devra permettre une comparaison des résultats entre les deux référentiels.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 25 avril 2018, article 3
Thème : Garantie financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.</p> $M(\text{année } n) = Y \times 50\,000 \times (\text{Index}_n / \text{Index}_0 \times (1 + \text{TVA}) / (1 + \text{TVA}_0))$ <p>avec</p> <p>année n = 2018</p> <p>Y : est le nombre d'éoliennes, soit 4 éoliennes</p> <p>Index_n est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie. Au 18/01/2018, le dernier index TP01-base 2010 publié est celui de octobre 2017, à multiplier par 6,5345 pour convertir en index TP01 soit : $105,7 \times 6,5345 = 690,7$</p> <p>Index₀ est l'indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011, soit 667,7</p> <p>TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie, soit 20 %</p> <p>TVA₀ est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 2011, soit 19,60 %.</p> $M = 4 \times 50\,000 \times (690,7 / 667,7 \times (1 + 0,2) / (1 + 0,196)) = 207\,580 \text{ euros.}$ <p>Le montant initial M des garanties financières à constituer en application des articles R. 515-101 à R. 515-104 du Code de l'environnement par la SNC FERME EOLIENNE DE NUEIL-SOUS-FAYE s'élève à : 207 580 euros.</p> <p><i>L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant sus-mentionné de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, modifié par l'arrêté du 6 novembre 2014. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>La garantie financière, objet d'une mise à jour, en date du 1 octobre 2024 a été transmise à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Mesure de compensation avifaunistique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25 avril 2018, article 4
Thème : Mesure de compensation avifaunistique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] Pendant la durée de l'exploitation de son parc éolien, afin d'offrir des habitats de substitution aux espèces d'oiseaux nicheurs sensibles au dérangement et à l'effarouchement, notamment l'Outarde canepetière, l'Oedicnème criard et le Busard cendré, l'exploitant met en œuvre, sur un minimum de 16 hectares de parcelles reconverties en prairies ou friches herbacées, une gestion favorable à l'avifaune de plaine, à savoir sans intervention du 1^{er} mai au 31 août.</p> <p>Cette surface est localisée en priorité sur les communes de Nueil-sous-Faye, Pouant ou Richelieu, dans un secteur reconnu favorable à l'avifaune de plaine, à plus de 1 000 mètres de toute éolienne (localisation qui devra être validée par une expertise naturaliste). Elle est assurée par acquisition et mise en gestion par un organisme agréé ou directement par conventionnement avec les propriétaires ou exploitants des parcelles.</p>

Après transmission :

- d'un avis argumenté sur l'impossibilité de contractualisation ou d'acquisition sur les trois communes pré-citées ;

- d'un avis d'expert validant l'intérêt de parcelles situées en dehors de cette enveloppe, vis-à-vis de la conservation de la population de l'Outarde canepetière concernée par le parc éolien, l'inspection pourra valider une dérogation à l'enveloppe géographique définie par le périmètre des communes de Nueil-sous-Faye, Pouant et Richelieu.

La localisation des parcelles, le mode de maîtrise foncière et le cahier des charges de la gestion proposée sont transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard 6 mois avant le début des travaux de construction de l'installation classée.

Constats :

Par courrier en date du 25 janvier 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la localisation des parcelles, le mode de maîtrise foncière ainsi que le cahier des charges de gestion. La déclaration d'ouverture de chantier, transmise par courrier du 8 août 2023 et datée du 4 juillet 2023, mentionne une ouverture de chantier au 1^{er} août 2023. Conformément à ce qui était demandé dans l'arrêté n° 2018-DCPPAT/BE-071 en date du 25 avril 2018, ces éléments ont été transmis au plus tard six mois avant la date des travaux de construction.

Par courrier daté du 16 mai 2023, reçu le 14 septembre 2023, la modification de l'enveloppe géographique relative aux mesures de compensation avifaunistiques a été proposée aux motifs suivants :

- Le rapport d'analyse de la zone de prospection pour l'implantation des mesures de compensation écologique et de justification de l'extension du périmètre de recherche, référencé 200-991, daté du 20 avril 2023 et réalisé par la société Dynamiques Foncières, conclut à de fortes contraintes sur les trois communes initialement concernées et propose l'élargissement aux trois zones suivantes :

- Zone 1 : Braye-sous-Faye, Faye-la-Vineuse, Sérigny, Jaulnay, Saint-Christophe et Marigny-Marmande ;
- Zone 2 : Prinçay, Dercé, Saires, Savigny-sous-Faye et Maulay ;
- Zone 3 : Angliers, Martaizé et Aulnay.

- Le rapport d'analyse « Mesures d'accompagnement en faveur de l'avifaune de plaine », daté de décembre 2022 et établi par la société Calidris, permet de justifier l'intérêt écologique des zones susmentionnées pour la mise en place des mesures de compensation associées à l'exploitation du parc éolien.

La dérogation de l'enveloppe géographique fixée par l'arrêté du 25 mai 2018 et son extension aux trois zones susmentionnées ont été validées par l'Inspection des installations classées par courrier en date du 2 octobre 2023.

Les promesses de conventions, accompagnées des courriers envoyés en recommandé avec accusé de réception pour la levée d'option (avec justificatifs d'accusé de réception), transformant juridiquement ces promesses en conventions, ont également été transmises par courriel en date du 13 mars 2025, ainsi qu'un tableau simplifié précisant les noms des exploitants chargés de l'application du cahier des charges des conventions sur les parcelles concernées.

Les mesures portant sur une superficie totale de 166 372 m² sont juridiquement effectives et mises en œuvre avant la date de mise en service industrielle.

L'exploitant devra assurer la transmission des actes notariés dès que possible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Mesures en faveur du paysage / patrimoine

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 25 avril 2018, article 6
Thème : Mesures en faveur du paysage / patrimoine
Prescription contrôlée : L'exploitant, dès la mise en service du parc - réalise une étude afin de définir, avec les services gestionnaires, les tronçons routiers de la ville de Richelieu pouvant bénéficier d'une plantation d'arbres de haut jet, cohérente avec le patrimoine boisé local, dans le but de limiter les covisibilités entre les éoliennes et le parc du Château ; - réalise une étude permettant d'évaluer les mesures pouvant être mises en œuvre afin de limiter les visibilités sur les installations éoliennes depuis le parc du Château, tout en respectant l'objectif historique du Cardinal de Richelieu de disposer d'une large ouverture sur le paysage. Selon les conclusions des études et si des plantations sont estimées pertinentes, l'exploitant prend en charge également la plantation et l'entretien pendant la durée d'exploitation du parc. En outre, les communes de Pouant et Nueil-sous-Faye ainsi que les riverains les plus proches concernés par des vues directes sur le parc éolien bénéficient, sur demandes motivées, de programmes de plantations et d'aménagements conformément au paragraphe 6.6 de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de novembre 2014. Les mesures envisagées sont soumises à l'avis de l'inspection des installations classées avant réalisation.
Constats : Le rapport en date du 22 janvier 2026 relatif aux mesures de plantation de haies a été transmis à l'Inspection. Les communes de Pouant et de Nueil-sous-Faye, ainsi que les riverains les plus proches concernés par des vues directes sur le parc, bénéficient, sur demandes motivées, de programmes de plantations et d'aménagements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il conviendra de nous transmettre en complément : <ul style="list-style-type: none">• la justification et les supports de communication ayant servi à susciter les demandes ;• la justification des refus opposés par les propriétaires/exploitants suite à votre démarche proactive ;• les conventions conclues avec les six propriétaires/exploitants. Afin de répondre pleinement à l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCPPAT/BE-071 du 25 avril 2018, il restera également à nous transmettre : <ul style="list-style-type: none">• une étude afin de définir, avec les services gestionnaires, les tronçons routiers de la ville de Richelieu pouvant bénéficier d'une plantation d'arbres de haut jet, cohérente avec le patrimoine boisé local, dans le but de limiter les covisibilités entre les éoliennes et le parc du Château ;• une étude permettant d'évaluer les mesures pouvant être mises en œuvre afin de limiter les visibilités sur les installations éoliennes depuis le parc du Château, tout en respectant l'objectif historique du Cardinal de Richelieu de disposer d'une large ouverture sur le paysage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois